

DROITS ET LIBERTES DANS LES EGLISES

<http://droits-libertes-eglises.tk>

68 Rue de Babylone, 75007 Paris

raymondgodefroy@grali.eu

Membre de la Fédération des réseaux du parvis

Membre du Réseau européen Eglises et Libertés

Membre du Mouvement International Nous sommes Eglise

9 novembre 2009

Madame Florence Bastien

Institut Catholique de Paris

21, Rue d'Assas

F-75006 PARIS Cedex 06 - FRANCE

+33 1 44 39 52 00

f.bastien@f2scom.com

Madame,

A l'appel du **Comité Oscar Romero**, qui, à partir de la foi du Christ et en solidarité avec les personnes précarisées et de la lutte des peuples latino-américains; les associations catholiques sous-signées tiennent à vous exprimer leur vive préoccupation à l'annonce de la remise des insignes de Docteur Honoris Causa de l'Institut Catholique de Paris au Cardinal Evêque de Tegucigalpa (Honduras) Oscar Rodriguez Maradiaga, ainsi qu'à l'ancien directeur général du Fonds Monétaire International (FMI), Michel Camdessus.

S'il est certain que le Cardinal Maradiaga avait pu montrer ces dernières années - en particulier au moment de sa candidature pour la succession de Jean-Paul II - une image progressiste de défenseur de la cause des pauvres; à partir du coup d'Etat du 28 juin 2009, ses déclarations ont provoqué la déception parmi le peuple hondurien.

Il ne s'agit pas seulement du fait que, comme d'autres membres de la Conférence épiscopale hondurienne et avec le total appui du Vatican, il n'ait pas dénoncé le coup d'Etat. Mais il l'a surtout légitimé en déclarant que « la Constitution a été respectée par les putschistes ».

Il n'a pas condamné ni évoqué les assassinats, les tortures et les détentions massives dont s'est rendu coupable le gouvernement putschiste. Il n'a pas prononcé une seule parole sur la suppression des libertés civiles ni sur la fermeture des médias qui ne voulaient pas se soumettre aux putschistes, en particulier la radio jésuite, Radio Progreso.

Le Cardinal Maradiaga a choisi le camp des militaires et des grandes familles putschistes, au contraire de Monseigneur Luis Alfonso Santos (Evêque de Santa Rosa de Copan), de la Confédération des Religieux du Honduras, du Gouvernement provincial apostolique des Jésuites au Honduras et des Dominicains d'Amérique centrale qui ont condamné le coup d'Etat et les crimes commis.

Il nous est aussi particulièrement affligeant de constater que le Cardinal sera honoré en même temps que Michel Camdessus, dont les politiques qu'il a impulsées à la tête du FMI de 1987 à 2000 ont été reconnues coupables d'encore plus grandes souffrances parmi les peuples que le coup d'Etat militaire hondurien. Certains analystes ont même appelé ces politiques du FMI « les crimes économiques contre l'humanité ».

Nos valeurs chrétiennes nous font douter du bien fondé de l'octroi du titre de Docteur Honoris Causa à ces personnes ainsi que de l'adjectif « Catholique » de votre Institut (MT, 25-40).

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Associations signataires : *Chrétiens pour une Eglise dégagée de l'école confessionnelle CEDEC*, *Chrétiens sans frontières 33*, *Droits et Libertés dans les Eglises DLE*, *Espérance 54*, *Partenia 2000*, *Partenia 07*, *Solidarité Evangile*, *Liberté 85 SEL*, membres de la *Fédération des réseaux du parvis* (membre du *Réseau européen Eglises et Libertés RE/EN*), *Pour un autre visage de l'Eglise et de la Société Pavés* (Belgique), membre du *Réseau européen Eglises et Libertés RE/EN* et du *Mouvement international nous sommes Eglise IMWAC*

Hubert Tournès

Droits et Libertés dans les Eglises

Copie : Cardinal André Vingt-Trois Chancelier de l'Institut catholique, Nonce apostolique, Ambassadeur du Honduras, Premier Ministre, Ministre de l'Identité nationale et de l'Immigration, Ministre des Affaires Etrangères, AFP